

BILLS PRIVÉS.

Ire LECTURE.

Bill n° 130, relatif à certains brevets de Thomas Leopold Wilson.—M. Fripp.

Bill n° 131, relatif à la compagnie "Sterling Life Insurance Co. of Canada"—M. Buchanan.

Bill n° 132, relatif à W. C. Edwards and Company, Limited.—M. Fripp.

Bill n° 133, pour faire droit à Joham Andrew Horn.—M. Schaffner.

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE
DU BUDGET DES CHEMINS DE FER.

La Chambre passe à la suite de la discussion de la motion de l'hon. W. T. White (ministre des Finances) pour que la Chambre se forme en comité des subsides, et de l'admmendement de M. Graham.

M. A. SEVIGNY (Dorchester) (texte): Monsieur l'Orateur, la commission chargée par le Gouvernement de faire une enquête sur la construction du Transcontinental nous rapporte que, dans cette entreprise, une somme de 40 millions a été dépensée inutilement. Cette nouvelle a créé toute une sensation dans le pays et a soulevé l'indignation publique contre le parti libéral responsable de cet abus inqualifiable.

Depuis le dépôt de ce rapport, nos amis de l'opposition ont présenté un amendement dans lequel ils demandent de ne pas adopter ce rapport, et la principale raison qu'ils donnent, c'est que les commissaires Gutelius et Staunton sont, l'un un conservateur, l'autre un ami de la compagnie du chemin de fer du Pacifique.

J'ai suivi ce débat avec attention et je n'ai pas encore entendu un mot contre l'honnêteté et l'intégrité des deux commissaires. Quand les commissaires nous disent qu'une somme de 40 millions a été dépensée dans cette entreprise par le Gouvernement libéral, nous pensons involontairement à ce jugement qui a été porté sur l'administration libérale, non pas par un conservateur, non pas par un ami du Pacifique-Canadien, mais par un bon libéral, par un des chefs libéraux de notre province, qui disait qu'un jour le parti libéral à Ottawa était tout-puissant, mais que la corruption et le boodlage avaient entraîné sa perte. C'est M. Joseph Octave Mousseau, ancien député de Soulanges,

[M. Sévigny.]

qui a porté ce jugement l'automne dernier. Ce monsieur Joseph Octave Mousseau était supporté dans le comté de Soulanges aux élections de 1912 par le très honorable chef de l'opposition, dans le comté de Châteauguay, il faisait la lutte avec le très honorable chef de l'opposition contre le candidat conservateur, et dans la législature de Québec, il était président du comité des bills privés en attendant sa nomination comme ministre dans le gouvernement Gouin.

Il y a un autre témoignage que celui-là, c'est celui de M. R. L. Richardson, candidat libéral dans le comté de Macdonald à l'élection partielle de 1912. M. Richardson n'est certainement pas un conservateur, et la meilleure preuve c'est que lorsqu'il s'est présenté dans Macdonald, nous avons vu les principaux libéraux de l'Ouest, des provinces d'Ontario et de Québec, voler à son secours afin de faire battre mon bon ami M. Morrison, député de Macdonald. Dans un article qu'il publiait le 13 février 1914, dans le "Winnipeg Tribune," Richardson critiquait sévèrement l'administration libérale au sujet de cette entreprise du Transcontinental, et voici ce qu'il disait:

Il serait intéressant de savoir au juste ce que doivent penser de la situation des hommes comme sir Wilfrid Laurier, M. Fielding, M. Sifton et M. Graham, qui était alors ministre des Chemins de fer. Certains d'entre eux sont encore dans la vie publique, les autres en sont sortis; mais il est certain qu'ils ont fait au pays un legs qui devrait rester comme un monument érigé à leur honte pendant un siècle ou deux, jusqu'à ce que leurs noms soient tombés dans l'oubli le plus profond.

La corruption effrénée, la mauvaise gestion qui caractérisent cette entreprise font que, en tant qu'élément de l'actif de l'Etat, le chemin de fer est pour ainsi dire à jamais dépourvu de valeur. On en a augmenté le coût de façon tellement prodigieuse, l'intérêt à payer sera si lourd, qu'il sera impossible de solder les frais d'exploitation, de servir l'intérêt du capital, d'entretenir la voie et de faire bénéficier en même temps les colons, en matière de transport des voyageurs et des marchandises, de taux qui ne soient pas excessifs, de taux susceptibles d'alléger quelque peu le fardeau qui pèse sur les contribuables. On a si bien gâché toute cette entreprise, que le Gouvernement aurait peut-être mieux fait de puiser \$100,000,000 dans la caisse de l'Etat pour les jeter au feu.

Je n'ai pas l'intention de faire à la Chambre l'histoire de cette entreprise, vu que les faits sont très bien connus. Mais je rapporterai cependant certaines paroles prononcées par sir Wilfrid Laurier, alors premier ministre, dans son discours de 1903, lorsqu'il présenta ce projet aux Chambres. On trouvera ces paroles au volume 4, page